

Des jeunes s'expriment lors du 33^e anniversaire du drapeau franco-ontarien

« N'ayez pas peur, il y a de la relève ! »



JEAN-FRANÇOIS DUGAS

ffdugas@ledroit.com
correspondant régional
Est-ontarien

La fierté franco-ontarienne était à son comble hier à Rockland alors qu'un Monument de la francophonie a été érigé en grande pompe afin de marquer le 33^e anniversaire du drapeau franco-ontarien.

L'emblème identitaire, un immense drapeau franco-ontarien de 9 par 4,5 mètres, qui flotte au sommet d'un mât de près de 25 mètres, a été salué par une foule impressionnante de fiers Franco-Ontariens de tous âges. Ce sont deux jeunes qui ont toutefois volé la vedette.

« Nous voulons dire aux adultes qui sont présents aujourd'hui, n'ayez pas peur, il y a de la relève! Nous, les jeunes Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes, sommes bien conscients que nous sommes la relève pour que la langue et la culture de langue française continuent à vibrer en Ontario » a exprimé avec passion Tristan Leblanc, un élève de la 9^e année de l'École secondaire catholique L'Escale.

Son homologue de L'école élémentaire publique Carrefour Jeunesse, Christel Fredette, était tout aussi fière de partager son appartenance franco-ontarienne lors de l'inauguration du site.



JEAN-FRANÇOIS DUGAS, LeDroit

Les jeunes Franco-Ontariens se sont fait entendre, hier, lors des célébrations entourant le 33^e anniversaire du drapeau franco-ontarien.

« Je suis fière de participer à cette journée historique à Rockland. Pour moi, le drapeau franco-ontarien est le symbole de ma fierté en tant que francophone. C'est mon flambeau. Il me rappelle mon héritage et mes racines. Il témoigne de mon passé, de mon présent et surtout, de mon futur. Il rend hommage à tous ceux et celles qui me permettent de grandir, d'apprendre et de vivre en français », a-t-elle

relaté lors de son discours.

Le jour d'anniversaire du drapeau franco-ontarien a été célébré aux quatre coins de l'Est ontarien, hier.

À Cornwall, des élèves francophones des écoles primaires et secondaires, encore une fois des deux conseils, ont participé à une grande marche dans les rues de la ville riveraine avant de hisser un gigantesque drapeau au parc Lamoureux.

Plus de 1500 jeunes élèves de Rockland ont également démontré haut et fort leur fierté franco-ontarienne en participant à la quatrième édition du tintamarre dans les rues de la municipalité. Quelque 800 élèves de la région de Hawkesbury ont également participé à une marche bruyante d'une heure.

Une fête à Ottawa

À Ottawa, une fête a été orga-

nisée à l'arrière de l'hôtel de ville d'Ottawa en l'honneur du drapeau franco-ontarien.

Quelques dignitaires se sont joints à l'événement dont le maire d'Ottawa, Larry O'Brien, qui a prononcé la majorité de son discours dans la langue de Molière. Le député fédéral de la circonscription d'Ottawa-Vanier, Mauril Bélanger, et Marc Despatie, le représentant de la ministre déléguée aux affaires francophones de l'Ontario, Madeleine Meilleur, étaient également présents.

En plus des dignitaires, quelques centaines d'étudiants, professeurs et personnes âgées, arborant fièrement les couleurs de leur drapeau, ont manifesté leur joie d'être Franco-Ontarien.

« Je suis venu célébrer la fierté d'être francophone, explique Dan Arseneault, un enseignant de l'école élémentaire catholique Sainte-Anne d'Ottawa. Je tente de transmettre cette fierté à mes étudiants en étant un modèle pour eux. Je veux leur montrer qu'on peut vivre en français. »

C'est le 25 septembre 1975, à l'université de Sudbury, que le drapeau vert et blanc créé par le professeur d'histoire Gaëtan Gervais et un groupe d'étudiants franco-ontariens a été hissé pour la première fois. Les couleurs du drapeau représentent l'hiver et l'été, la fleur de lys évoque l'appartenance des Franco-Ontariens à la francophonie et le trille symbolise l'Ontario.

AVEC BRYAN MICHAUD

Les équipes du CÉCLFCE se démarquent



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 25 septembre 2008 à 11:59

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Les équipes du Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CÉCLFCE) se sont démarqués lors du tournoi de soccer au niveau intermédiaire (7e et 8e) organisé par le Ottawa-Carleton Catholic School Board, les 11 et 12 septembre derniers, en raflant trois des quatre premières positions tant chez les filles que chez les garçons. Chez les filles, l'école Garneau s'est classée 2e tandis que les écoles Samuel-Genest et Franco-Cité se sont partagées la 3e position.

Chez les garçons, l'école Franco-Cité a remporté les grands honneurs du tournoi tandis que Samuel-Genest s'est contentée de la 2e position et Garneau s'est classée 3e.

Soulignons que l'équipe masculine de Franco-Cité a ensuite participé à la grande finale de la Ville d'Ottawa où elle s'est malheureusement inclinée 5 à 1 face à la puissante équipe de l'école Frank Ryan.



L'équipe de soccer masculine de la 7e et 8e année de Franco-Cité. Photo : Gracieuseté du CÉCLFCE

Selon un député conservateur ontarien

Le drapeau franco-ontarien est inutile

LOUIS-DENIS EBACHER

ledebacher@ledroit.com

Le drapeau franco-ontarien est inutile et divise davantage qu'il n'unit la population, a indiqué hier le député conservateur de Thornhill à Queen's Park, Peter Shurman.

Le politicien s'en est pris au drapeau vert et blanc inauguré il y a 33 ans. C'était l'anniversaire de l'emblème de la francophonie ontarienne, hier, et le député Shurman a ainsi répondu à la ministre déléguée aux Affaires francophones Madeleine Meilleur qui venait de vanter le drapeau en chambre. «Un drapeau ou un emblème spécial pour notre communauté francophone est divisif (sic) et c'est une sorte de barrière entre nos deux peuples fondateurs», a-t-il lancé.

Selon lui, le drapeau franco-ontarien est superflu puisque l'Ontario a déjà son propre drapeau. «Le seul symbole de fierté, c'est (le drapeau) de l'Ontario. Pas besoin d'un autre drapeau pour le prouver», a-t-il ajouté.

Hier soir, la ministre Meilleur s'est dite «très déçue d'entendre cela». «Je croyais ce genre de propos dépassés, a-t-elle rajouté. On parle du même parti (conservateur) qui a tenté de fermer l'hôpital Montfort. Son parti l'a applau-

di après son discours», a-t-elle déploré.

Selon elle, le drapeau franco-ontarien est comparable au drapeau acadien. «Je ne vois pas de

division là-dedans. Quand M. Shurman a parlé, je me suis demandée: 'Est-ce que j'ai bien entendu?'

Le lys et le trille «nous accom-

pagne dans nos victoires comme dans nos luttes», a imaginé la ministre Meilleur.

«À Québec, par exemple, est-ce que les anglophones ont leur

propre emblème ou drapeau? Non Monsieur le président. Tout le monde est fier d'un seul drapeau québécois», a aussi affirmé le député Shurman.

EN BREF

Ottawa pourrait honorer Marion Dewar

Le conseiller municipal d'Ottawa Alex Cullen estime que la Ville devrait désigner un monument, une route ou un centre en l'honneur de l'ex-mairesse Marion Dewar. L'élue fait circuler l'idée auprès des membres du conseil municipal, depuis qu'un résident de son quartier lui ait suggérée. L'Ottavien proposait notamment que le chemin Hunt Club porte le nom de chemin Marion Dewar. Selon M. Cullen, il serait préférable de souligner la contribution de l'ex-mairesse en désignant un centre pour personnes âgées ou pour immigrants ou peut-être une route en son honneur. M^{me} Dewar a été mairesse de 1978 à 1985 et a rendu l'âme la semaine dernière à l'âge de 80 ans. Elle était notamment reconnue pour le projet 4000 qui a fait d'Ottawa la terre d'accueil de milliers de réfugiés vietnamiens.

LEDROIT

Jeunes acteurs d'un jour à l'école secondaire Louis-Riel Tournage de l'émission Active-toi

par **Karine Régimbald**

[Voir tous les articles de Karine Régimbald](#)

Article mis en ligne le 25 septembre 2008 à 12:10

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Une vingtaine de jeunes de l'école secondaire Louis-Riel ont participé au tournage de l'émission de télévision Active-toi afin de se conscientiser sur la thématique du racisme. «Nous sentions que c'était important de sensibiliser les jeunes à certains enjeux sociaux, explique le réalisateur de la série, Serge Marcil. Les jeunes peuvent agir et changer les choses», ajoute-t-il coup sur coup.

Pour cette 22e émission, trois jeunes de l'école d'Orléans ont été sélectionnés à titre d'animateur pour apprendre, par le biais d'activités interactives portant sur le racisme. Présentant un large échantillonnage des différentes communautés qui habitent la région, Louis-Riel étaient une place de choix pour traiter du racisme.

«Louis-Riel est une école multiculturelle à plusieurs niveaux», affirme M. Marcil pour expliquer les raisons du tournage dans l'établissement scolaire d'Orléans.

Les élèves choisis ont rencontré le poète urbain Evalt Lemours afin d'écrire un poème sur le racisme. «Les élèves ont été invités à composer un poème sur le rêve en s'inspirant de Martin Luther King, bien connu pour son militantisme sur la question raciale», explique le réalisateur.

En ce qui a trait à la partie mobilisation, les adolescents ont effectué une tournée multiculturelle en milieu urbain. Ils ont eu l'occasion de visiter une synagogue ainsi que de se rendre dans le quartier chinois.

L'émission Active-toi respecte toujours un certain créneau. Elle traite de sujets chauds qui touchent les adolescents d'aujourd'hui. Des thèmes tels que l'environnement, les causes éthiques ou encore la



Bas de vignette Photo : Étienne Ranger

malbouffe dans les écoles y sont abordés.

«Nous posons des questions aux jeunes et les mettons en contexte. Ensuite, ils prennent position par rapport à la thématique pour finalement se mobiliser sur le sujet, souligne l'animatrice Caroline Gendron. Ce sont les jeunes qui sont les protagonistes».

Selon Mme Gendron, les adolescents sont prêts au changement. «Ils ont des opinions beaucoup moins arrêtées que les adultes. Ils sont donc plus ouverts que nous pouvons souvent l'être», soutient-elle.

Simon Mertick, élève à l'école Louis-Riel, a eu la chance d'être choisi pour le tournage. Cette expérience lui a grandement servi afin d'en apprendre sur le racisme.

«J'ai appris beaucoup de choses sur les préjugés. Je fais maintenant plus attention à ça autour de moi», explique-t-il.

Ce phénomène s'est aussi avéré vrai pour la jeune étudiante Mariam Ismaël, qui a aussi eu l'occasion de prendre part aux activités. «J'ai vu que les préjugés étaient partout comme dans les graffitis sur les murs», avance-t-elle.

Autres écoles de la région sélectionnées

@R2:Plusieurs autres écoles du secteur ont été sélectionnées pour participer au tournage de l'émission Active-toi, notamment le Collège Catholique Samuel-Genest, l'école secondaire publique Deslauriers ainsi que le Collège Catholique Franco-Ouest. Elles ont traité des sujets tels que les animaux domestiques, la situation des francophones hors-Québec et la malbouffe.

@R:Les épisodes d'Active-toi seront présentées sur la chaîne TFO dès le 27 septembre prochain.

Les élèves de Gisèle-Lalonde se mobilisent



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 25 septembre 2008 à 12:08

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

L'École secondaire publique Gisèle-Lalonde a fait don de plus de 600 \$ à l'organisme S.O.S. Haiti à la suite du passage des ouragans Gustav, Fay, Hanna et Ike. Les élèves ont également fait don de vêtements, de chaussures et de nourriture. Sur la photo, la présidente de la campagne et porte-parole d'S.O.S. Haiti, Gisèle Lalonde en compagnie du président du CÉPEO, Georges Orfali, de la direction et d'élèves. Le bateau rempli de fournitures doit partir cette semaine pour arriver à destination en novembre. Les personnes intéressées peuvent faire parvenir des dons à l'organisme à l'adresse suivante : Centre des services policiers, 1100, rue Maloney, Gatineau, Québec, J8T 8B6, c.p. 82096. Des reçus d'impôts sont disponibles.



Dans une production originale du Théâtre français du CNA

Des manifestes percutants



MARC ANDRÉ JOANISSE

majoanisse@ledroit.com

Les écrits ont cette particularité qu'ils restent. Et, avouons-le, certains plus que d'autres. Un petit détour de 90 minutes au Studio du Centre national des arts vous en convaincra. Sur place, le Théâtre français du CNA propose sa production originale, *Manifeste!*.

Manifeste comme dans celui du Parti communiste, du Front de libération du Québec, du Refus global, des Amérindiens, des Acadiens, des lucides, de Québec solidaire, du futurisme, de la propagande, des médias et de la démocratie, des surréalistes, du développement durable, du dada et de l'art des bruits.

Des manifestes, des prises de position et des aveux d'hier et d'aujourd'hui. Des mots percutants et des phrases bien

construites lus par quatre comédiens. Lus avec passion, émotion et détermination par Martine Beaulne, Vincent Bilodeau, Emmanuelle Jimenez et Alexis Martin. Le tout dans une mise en scène de Garry Boudreault, sur des musiques imaginées du percussionniste Michel F. Côté et du guitariste Bernard Falaise, et s'articulant dans un décor semblable à un salon avec ses vieux fauteuils et ses lampes d'une certaine époque.

Un signe intéressant: aucun de ces textes ne s'est retrouvé aux calendes grecques, au fil du temps. Au contraire, plusieurs se retrouvent à nouveau aux premières loges de l'actualité. Impossible de demeurer pantois devant cette phrase du manifeste contre la pauvreté et l'exclusion des femmes, «Le resto, le cinéma, les vacances, oubliez ça.»

Encore moins en entendant un extrait de cette déclaration de François de Sad: «Il faut anéantir la peine de mort. Supprimer



PHOTO COURTOISIE

Emmanuelle Jimenez, Vincent Bilodeau, Martine Beaulne et Alexis Martin s'échangent différentes prises de position et aveux, à travers les phrases bien construites de *Manifeste!*, qui permet de ressasser des pans de notre existence.

cette peine.» Ou du manifeste Beaubassin à propos du génocide acadien.

L'événement a ceci de particulier qu'il nous permet de ressasser des pans de notre existence. Au moment où Vincent Bilodeau lit le manifeste du Front de libération du Québec, une vidéo nous montre Gaétan Montreuil au pupitre du Téléjournal de Radio-Canada, en train de faire la lecture du même document. Ça nous rappelle la fin de soirée du 8 octobre 1970, une période impossible à chasser de notre esprit.

Des invités différents

Manifeste!, c'est aussi un invité différent à chaque soir. Mercredi, les projecteurs ont été braqués sur Wajdi Mouawad. Son manifeste est plutôt une longue

lettre destinée à Bertrand Cantat, reconnu coupable du meurtre de sa compagne, la comédienne Marie Trintignant, en juillet 2003. Bouleversant le propos du directeur artistique du Théâtre français du Centre national des arts. Et cette lettre, il ne l'a jamais envoyée à Cantat, qu'il ne connaît même pas.

Le public de tous les âges a été attentif du premier au dernier mot. Il s'est toutefois bidonné à quelques reprises, particulièrement à l'occasion de la lecture de Luigi Russolo et de l'affrontement entre ceux des lucides et de Québec solidaire.

Manifeste! se poursuit ce soir et demain, au Studio du CNA. Dans quelques heures, les quatre comédiens seront rejoints par l'artiste multidiscipli-

naire et lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick, Herménégilde Chiasson. Demain, ce sera au tour de l'agriculteur et syndicaliste, Jacques Proulx d'en faire autant. C'est sans oublier la rencontre du midi, animée par Wajdi Mouawad, aujourd'hui, à la Quatrième salle. Herménégilde Chiasson, Martine Beaulne, Pierre Raphaël Pelletier et Jacques Proulx tenteront alors de répondre à la question suivante, «Le pouvoir a-t-il eu raison de la contestation?»

POUR Y ALLER

QUOI? L'événement *Manifeste!*
OÙ? Au Centre national des arts
QUAND? Aujourd'hui et demain,
à 20h

RENSEIGNEMENTS? 613-755-1111 ou
www.nac-cna.ca



À l'occasion d'une table ronde au CNA, des étudiants de l'école secondaire De La Salle ne sont pas passés inaperçus avec leurs messages.

Manifeste étudiant

En guerre, les étudiants? Que oui, à croire la vingtaine d'entre eux de l'école secondaire De La Salle, concentration art dramatique, qui sont venus manifester leurs convictions à la Rencontre midi qu'animait le directeur artistique du CNA, Wajdi Mouawad, sur le thème «En guerre, les artistes?» Parmi la centaine de participants à cette table ronde, les élèves de 12^e année faisaient tache avec leurs baillonnages rouges sur la bouche et leur immense pancarte, «Êtes-vous censurés comme moi par Harper?» À l'autre extrémité de la salle, ceux de 11^e année étaient tout aussi voyants. Chacun portait un t-shirt blanc sur lequel il avait inscrit son propre manifeste, qui contre la dégradation de la planète, qui contre la censure, qui encore pour le droit des cyclistes! À la suggestion de leurs profs, Eric Beevis et Nicole Blundell, les étudiants en théâtre étaient venus entendre ceux qui les ont précédés, les Louis Patrick Leroux, Françoise Sullivan, Brigitte Haentjens et Francis Dupuis-Déri, parler du nécessaire engagement politique de l'artiste.

LEDROIT

REGARD SUR UN MONDE EN PERDITION

La photographie contemporaine et le débat environnemental



Jonathan Long, *Arbres cassés*, 2002. De la série *Mines abandonnées du sud de l'Ontario*, 2002. Collection de l'artiste.

Douze photographes attestent de la mutation de notre monde. Voyez cinquante-six témoignages provocants qui réaffirment l'urgence d'une réponse planétaire, y compris des œuvres de Edward Burtynsky, Emmet Gowin, David McMillan et John Pfahl.

27 juin - 13 octobre 2008

Présentée par le Musée canadien de la photographie contemporaine au Musée des beaux-arts du Canada.
Coparrainée par l'Oakland University Art Gallery de Rochester (Michigan) et par CONTACT Toronto Photography Festival.



Musée des beaux-arts
du Canada

National Gallery
of Canada

380, promenade Sussex, Ottawa
613-990-1985 1-800-319-ARTS



www.mcpc.beaux-arts.ca/regard

Canada

500808



cyberpresse.ca

Publié le 26 septembre 2008 à 08h11 | Mis à jour à 08h21

Boissons énergisantes: des médecins canadiens sonnent l'alarme



Photo: archives La Presse




Stéphanie Bérubé
La Presse

La Société médicale de l'Île-du-Prince-Édouard met la population en garde: les boissons énergisantes peuvent créer une dépendance et les jeunes devraient s'en tenir loin.

Le groupe veut demander au gouvernement provincial de concocter une loi qui interdirait carrément la vente de ces boissons aux jeunes adolescents. La vente de boissons énergisantes continue d'augmenter au Canada.

La Société médicale joint sa voix à celles de nombreux groupes qui s'inquiètent de la popularité croissante de boissons fortes en caféine chez les enfants.

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Vendredi, le 26 Septembre 2008 | Mise en ligne à 1h08 |  [Commentaires \(2\)](#)

Poux: les écoles doivent se réveiller

Publié dans la catégorie [Un peu de tout](#)



Depuis que [j'ai écrit ce papier sur les poux dans les écoles](#), je n'arrête pas de recevoir des commentaires de parents désespérés de l'inaction de l'école de leur enfant face à ce fléau furieusement enquistant.

D'abord, inutile de préciser, qu'à peine un mois après la rentrée, les notes annonçant la présence de poux dans les classes sont déjà distribuées abondamment. Ceci serait juste désolant, si les notes accompagnant l'annonce funeste étaient accompagnées d'informations sur les gestes que l'école entend entreprendre pour lutter contre le fléau.

Or, dans le cas des mamans qui m'ont contactée — je ne sais pas pourquoi, mais ce sont juste des mères... — la frustration venait, justement, de l'absence de toute autre notice démontrant que l'école jouerait un rôle de leader dans l'éradication de la propagation.

Car même si certaines écoles réagissent super efficacement, encore trop d'écoles prennent le problème pratiquement à la légère.

Même à Vancouver, où je suis actuellement, une maman m'a parlé du problème. Elle, c'était la prof de son fils qui avait décidé de ne même plus distribuer de note pour avertir les parents de la présence de poux dans la classe. Trop compliqué. Trop fréquent. Toute la classe a passé un an avec des poux dans la tête. Quand le directeur a été mis au courant de l'attitude de la prof, les choses ont débloqué.

Ceux qui n'ont jamais été confrontés au problème ne comprennent pas à quel point les traitements sont poisons, à quel point ils abiment les cheveux, à quel point le problème prend du temps à disparaître et à quel point il est accaparant (un lavage de toute la lingerie de la maison, tous les jours, pendant deux semaines environ...)

Les poux, ce n'est pas un problème qui se règle avec un petit shampoing insecticide entre un épisode de Sophie Paquin et les nouvelles. C'est beaucoup plus long et compliqué et fastidieux que ça.

En terminant, voici ce que m'a écrit une directrice, à ce sujet:

"J'ai lu votre article ce matin avec intérêt. (...) Votre théorie est exacte. La seule façon de ne pas avoir ce problème là durant toute l'année, c'est le retrait des cas problèmes et un suivi serré à leur retour. Mais le monsieur de la CSDM ne vous le dira pas... Car ce sont toujours les mêmes familles. Et quand ils reviennent, le truc c'est d'avoir une secrétaire vigilante, armée d'un peigne fin. Avec une infirmière une journée semaine et dont le mandat n'est pas la pédiculose, j'ai compris que si on ne s'en occupait pas personnellement ce serait récurrent."



Partager :

- [facebook](#)
- [reddit](#)
- [del.icio.us](#)
- [Google](#)

Le partage de signets

Le partage de signets est une façon pour les utilisateurs d'internet d'archiver, d'organiser, de partager et de chercher des signets (ou favoris) de pages Web. Les utilisateurs n'ont qu'à sauvegarder les liens des pages Web qu'ils veulent retrouver facilement ou partager avec des amis ou des personnes ayant des intérêts similaires.

Ainsi, si vous trouvez un article intéressant sur le site de Cyberpresse.ca et que vous voulez le sauvegarder pour une référence future ou le partager avec d'autres, vous n'avez qu'à cliquer sur un de ces liens pour l'ajouter à votre liste. L'accès à ces sites est gratuit, mais vous devez vous inscrire.

Vous désirez commenter cet article? [Connectez-vous](#) au Visa Cyberpresse.

Publié dans la catégorie [Un peu de tout](#) |  [2 commentaires](#) | [Permalien](#)

Vous désirez signaler des abus sur ce blogue? [Écrivez-nous](#)

- lustein

26 Septembre 2008
06h45

Il arrive souvent que ce soit le même enfant qui ne réussit pas à s'en débarrasser. Nous avons passé quant à nous 3 ans avec des alertes de pédiculose à chaque 2 semaines... Les inspections étaient alors faites en classe, par le personnel et les personnes aux cheveux longs devaient obligatoirement les attacher. Mais peine perdue, il aura fallu son départ vers une autre école pour que les alertes cessent.....

Et quelques p'tit trucs qui peuvent marcher... Pas infaillibles mais qui fonctionnent pour certains. Un

masque capillaire à l'huile d'olive ou à la mayonnaise (Ça les "noie"). Ou utiliser de l'huile de théier (tea tree oil) peut également les éliminer.

Bonne chance à tous.....

- [endirectdesiles](#)

26 Septembre 2008
07h55

À vous lire, je ne peux que constater que plus ça change, plus c'est pareil. J'ai vécu le problème avec un de mes enfants il y a déjà une quinzaine d'années, un vrai cauchemar - il y avait dans les classes des coussins, des sofas en tissu, alors, on pouvait désinfecter notre maison d'un bout à l'autre, le problème persistait. Épuisant. Entre parents, on s'échangeait des trucs. Ma fille s'est finalement retrouvée avec des cheveux très courts - disons que la séance quotidienne d'épouillage durait moins longtemps. Le problème a fini par se régler, mais qu'on ne me parle plus jamais de poux!
Je suis désolée de voir que rien n'a changé...

Vous désirez commenter cet article? [Connectez-vous](#) au Visa Cyberpresse.

Serge T |

cyberpresse.ca

Publié le 26 septembre 2008 à 07h36 | Mis à jour à 07h41

Lutter contre la violence dès la petite enfance



Photo: archives La Presse



Silvia Galipeau
La Presse

Contrairement à la croyance populaire, ce n'est pas à l'adolescence, mais vers 2 ans, que les enfants sont les plus violents. Ils mordent, frappent, tapent. Et c'est normal. Qu'on se le dise. Ce qui l'est moins, c'est quand ils continuent d'agir ainsi à l'adolescence. Or, la maîtrise de soi s'apprend. Un nouveau livre fait le point.

Dès la naissance, il hurle. À 8 mois, il tire les cheveux. Vers 1 an, il vole les jouets. Puis viennent les grandes colères. Décidément, Jean-Jacques Rousseau avait tout faux. L'enfant ne naît pas naturellement bon. Au contraire. Il est naturellement agressif. Dans le fond,

les parents le savent bien. Neuf mères québécoises sur 10 reconnaissent que leur poupon de 17 mois agresse parfois (souvent?) les autres. Bonne nouvelle: dès le primaire, la majorité (entre 50 et 60%) des enfants ne sont plus aussi violents. Seule une minorité (entre 4 et 10%) des jeunes continue de démontrer des comportements agressifs fréquents.

C'est que l'agressivité se «désapprend», explique Sylvie Bourcier, consultante en petite enfance, qui vient justement de publier un livre sur la question: *L'agressivité chez l'enfant de 0 à 5 ans*, aux éditions du CHU Sainte-Justine.

«L'enfant est un apprenant, résume-t-elle. Il a besoin de nous pour faire autrement. Mais il faut agir précocement. Agir plutôt que guérir. Plus on agit tôt, plus on prévient la violence.»

D'où l'intérêt de son livre, qui présente justement chaque étape du développement de l'agressivité chez l'enfant, de la naissance à 5 ans, et surtout une foule d'outils pour l'«accompagner» dans son «désapprentissage» de cette agressivité.

Consultante en petite enfance, l'auteure a passé huit ans au regroupement des CPE de Laval. Huit années à

soutenir les éducatrices dans leur travail, notamment avec des enfants différents, plus agressifs, qui dérangent et qui inquiètent. Chaque année, elle a croisé une bonne centaine de cas difficiles.

Les parents devraient-ils s'en inquiéter? «Les parents ne pensent pas nécessairement aux conséquences. Mais les trajectoires sont documentées par la recherche: un enfant très agressif à la petite enfance est plus à risque d'avoir un comportement délinquant à l'adolescence.»

Alors quoi faire? De manière générale, il faut encadrer l'enfant, dit-elle. S'il faut certes réprimander un comportement inacceptable, il faut surtout souligner les gestes positifs («je suis fière de toi, tu as demandé avec des mots.»).Toujours, renchérit-elle, il faut aider l'enfant à verbaliser ses émotions. À trouver un moyen d'exprimer avec des mots, ce qu'il exprime avec des coups (ou des morsures, ou des gros mots). Pour ce faire, il faut chercher à comprendre l'intention derrière le geste et, surtout, ne pas lui attribuer de mauvaises intentions («Je comprends que tu es fâché, on t'a pris un bloc. Peux-tu le dire avec des mots?»).

La consultante n'est pas en faveur du retrait. «Si on sort un enfant d'un local (ou d'une pièce), comment va-t-il apprendre à faire autrement s'il est tout seul? Il faut lui montrer, servir de modèle, l'accompagner.»

C'est à force de pratiques, de répétitions, que l'enfant va apprendre à s'exprimer, partager, attendre son tour, etc. pour finir par régler ses conflits tout seul.

Tout cela est bien beau en théorie, mais en pratique, dans la folie du quotidien, quel parent a le temps de toujours s'arrêter, analyser, aider à verbaliser et accompagner son enfant dans la résolution de ses conflits? «Il ne faut pas nécessairement le faire tout le temps, sinon on n'en finit plus, conçoit-elle. Mais plus on le fait, moins on a à le faire.»

Dernière suggestion, et non la moindre: pour canaliser cette agressivité, Sylvie Bourcier suggère l'activité physique. Si un enfant se transforme en monstre tous les jours, à la même heure, une petite sortie au parc, à courir, grimper et lâcher son fou, ne serait peut-être pas un luxe à négliger.



cyberpresse.ca

Publié le 25 septembre 2008 à 11h23 | Mis à jour le 25 septembre 2008 à 21h33

Fausse alerte à la polyvalente de Saint-Hyacinthe



Les policiers de la SQ se servent d'un maître-chien pour fouiller la polyvalente Hyacinthe-Delorme.

Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

Hugo Meunier

La Presse

Au lendemain d'un affrontement qui a provoqué un branle-bas de combat au cégep Ahunstic à Montréal, une lettre de menace trouvée à l'intérieur d'une polyvalente de Sainte-Hyacinthe a forcé l'évacuation de l'établissement de 2000 élèves ce matin.

L'affrontement n'a finalement pas dérapé au cégep Ahunstic et la lettre de menace dirigée aujourd'hui contre la polyvalente était vraisemblablement un canular. Mais l'effet des tueries qui ont éclaté au collège Dawson, à Virginia Tech et tout récemment dans une école finlandaise semble placer nos institutions scolaires sur un pied d'alerte. «La direction a jugé bon ne prendre aucune chance, vu les circonstances et les récents événements», a confirmé Chantal

Gagnon, porte-parole de la commission scolaire de Sainte-Hyacinthe.

La polyvalente Hyacinthe-Delorme était déserte aujourd'hui en fin de matinée. Des policiers fouillaient l'école de fond en comble, appuyés par l'escouade canine.

Mais les informations transpiraient au compte-goutte entourant à la mystérieuse lettre retrouvée aujourd'hui, à l'origine de l'évacuation des élèves et du personnel. «On ne peut rien dévoiler sur l'endroit où elle a été découverte ou son contenu, puisque ces informations constituent des éléments de l'enquête», s'est borné à dire le porte-parole de la Sûreté du Québec, Ronald McInnis.

«Il s'agit d'une lettre adressée à la direction de l'école et menaçante pour l'ensemble de la population de l'école», a-t-il toutefois indiqué.

Selon plusieurs élèves interrogés, les fausses alertes à la bombe sont monnaies courantes à la polyvalente. La troisième en trois ans nuance de son côté la direction, qui rapporte aussi avoir reçu en 2006 une lettre de menace

semblable à celle retrouvée aujourd'hui.

Rumeurs

L'incident a du moins permis aux jeunes de profiter du soleil qui plombait. Les élèves grouillaient d'ailleurs partout sur les trottoirs autour de l'école mais aussi au centre commercial situé à proximité. «On était en classe pour la deuxième période et un message à l'intercom a ordonné l'évacuation. Les jeunes criaient et certains profs semblaient nerveux», a raconté Amélie, 13 ans, flanquée de ses copines Mélissa et Maude.

Comme les autorités se faisaient avares de commentaires sur les événements, les rumeurs fusaient de toute part.

Celle d'une alerte à la bombe revenait sans arrêt. «Plusieurs élèves disaient que ça puait aussi dans les corridors, comme une odeur de gaz», a ajouté Mélissa. «La lettre de menace parlait d'une dizaine de menaces. On pense que c'est une alerte concernant une fusillade», a indiqué Caroline, une autre élève âgée de 16 ans.

Inscrites en première secondaire, Amélie et ses amies étaient un peu craintives à l'idée de retourner en classe vendredi.

Mais la plupart des élèves, surtout les plus âgés, avaient du mal à contenir leurs fous rires lorsqu'on leur demandait s'ils prenaient ces menaces au sérieux. «Ça fait trois ans de suite qu'il y a des menaces. L'an dernier c'était durant la période des examens», a souligné, Marc-André, 16 ans, en haussant les épaules.

Comme il fallait s'y attendre, l'hypothèse d'une blague de mauvais goût s'avérait la plus plausible au moment d'écrire ses lignes. Les policiers ont ratissé l'école de long en large et n'ont «absolument rien trouvé de menaçant», a résumé l'agent McInnis. «Ça a plutôt l'air d'un canular mais des expertises seront faites sur la lettre pour retracer son auteur», a ajouté le policier.

«C'est peut-être un plaisantin, mais il n'y a pas de chances à prendre avec la sécurité des élèves et des employés», a pour sa part tranché la direction de l'école.

Quant aux trois jeunes arrêtés la veille pour leur implication dans l'affrontement qui a éclaté devant le cégep Ahuntsic, ils ont été relâchés. Fautes de preuves, ont expliqué les policiers du Service de police de la Ville de Montréal.

>> Vous avez des informations ou des images de l'événement? Faites-nous les parvenir [par courriel](#).

Le Droit 26-09-08

Le candidat répond à son confrère de Gatineau

Mauril Bélanger ne veut pas du pont de l'île Kettle



DOMINIQUE LA HAYE
dalahaye@ledroit.com

Rien ni personne ne fera changer d'idée le député sortant libéral fédéral d'Ottawa-Vanier, Mauril Bélanger, à l'effet qu'un pont à l'île Kettle ne doit pas voir le jour. Pas même son confrère de parti, candidat libéral dans Gatineau, Michel C. Simard.

Dans l'édition d'hier du *Droit*, M. Simard, en faveur d'un pont à l'île Kettle, disait compter sur M. Bélanger pour « voir l'évi-

dence ». « Vous pouvez vous assurer d'une chose: je vais faire en sorte de convaincre M. Bélanger, qui est une personne ouverte, une personne intelligente », avait-il affirmé.

En entrevue avec *LeDroit*, M. Bélanger répond plutôt que c'est lui qui parviendra à convaincre M. Simard de changer son fusil d'épaule.

« J'aime bien M. Simard et quand il sera élu et que je serai réélu, je suis certain que nous allons nous entendre sur la nécessité d'un pont et son meilleur emplacement », dit-il.

« Je ne suis pas d'accord avec

lui (M. Simard), mais on peut avoir des opinions différentes. Ça arrive même dans les meilleures familles », ajoute M. Bélanger.

Le député se dit en faveur non seulement de la construction d'un pont interprovincial reliant Ottawa et Gatineau à l'est, mais aussi d'un second à l'ouest.

Lower-Duck, un meilleur choix

M. Bélanger croit cependant que les consultants embauchés par la Commission de la capitale nationale (CCN) pour déterminer l'emplacement du futur pont auraient dû retenir le corridor

de l'île Lower-Duck, situé 5 km à l'est de l'île Kettle, l'option retenue. Ce pont relierait le boulevard de l'Aéroport à Gatineau au secteur industriel Canotek à Ottawa. Ce tronçon serait élargi au nord de la jonction de la 174 à Ottawa.

« C'est un corridor qui permet de faire une pierre trois coups, dit-il, il est plus à l'est pour permettre l'ajout d'une route périphérique, il dévie les camions du centre-ville et favorise le développement économique en reliant un parc industriel à un aéroport. »

Le député se défend d'adopter

l'attitude « pas dans ma cour », puisque l'île Lower-Duck se situe dans sa circonscription.

M. Bélanger ne va pas jusqu'à traiter de « farfelue » l'étude comme l'a fait le conseiller municipal de Rideau-Rockcliffe, Jacques Legendre. Il dit cependant aussi être en « total désaccord » avec un point de l'étude qui propose de laisser le choix aux poids lourds de continuer à emprunter l'avenue King Edward au centre-ville.

« C'est là où je décroche du processus, car un des objectifs clairs était de sortir les camions du centre-ville. »

Friday » September
26 » 2008

School board agrees to clean contaminated site

Jake Rupert

The Ottawa Citizen

Friday, September 26, 2008

Ottawa-Carleton District School Board officials are disputing the city's version of events surrounding the possible sale of the former Bayview School on Riverside Drive to the municipality.

Earlier this week, River Councillor Maria McRae said the sale of the school to the city has hit a snag over contamination at the site. She said the board hadn't fully disclosed the extent of the contamination during negotiations and the two public authorities couldn't agree on who should clean it up.

A city real-estate official said tests showed the site was contaminated with PCBs.

The deal closing deadline was the end of September, but council passed a motion delaying it a month.

School board spokeswoman Maggie Harvey said the city allegations are untrue. She said the board disclosed contamination from a furnace oil spill in the 1990s that was cleaned up and contained, the board is fully prepared to clean up the site further, and that there is no PCB contamination at the site. "Nobody was exposed to anything of the kind at that school."

Ms. McRae said she stands by her own comments, and added that Ms. Harvey's acknowledgement that the board will pay the full cost of cleaning up the site is welcome news.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.



Friday » September
26 » 2008

Parents of disabled children work fewer hours, feel more stress

Canwest News Service

Friday, September 26, 2008

The majority of parents who care for children with disabilities report feeling stressed coping with the responsibilities and say as a result, their employment is affected, according to a Statistics Canada survey released yesterday.

Three out of five (61.5 per cent) parents with disabled children 14 years old and younger say that they experience stress "sometimes or always" while trying to balance the responsibility of caring for their children and other obligations such as work.

The survey, the sixth instalment of the Participation and Activity Limitation Survey, looks at what kind of impact Canadian families face when having a child whose activity is limited due to a health-related condition.

Almost half (46.2 per cent) of parents with children with mild to moderate disabilities report their child's condition was the "main source of stress" while that proportion skyrocketed to 81.7 per cent among parents caring for children with severe disabilities.

This stress has also affected how many hours and when a parent is able to work, the survey found.

More than one-third (38.4 per cent) of parents say they worked fewer hours, and another 36.5 per cent say they have adjusted work hours to accommodate their child's health condition.

The survey found that mothers (64 per cent) were more likely to adjust their work than fathers (eight per cent). In 25 per cent of cases, both parents' employment had to be altered.

© The Ottawa Citizen 2008

[CLOSE WINDOW](#)

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.

Friday » September
26 » 2008

Food watchdog recalls Chinese candies Chinatown pulls treat over fear of melamine contamination

Graham Hughes, with files from Tony Lofaro

The Ottawa Citizen; with files from Citizen News Services

Friday, September 26, 2008

The Canadian Food Inspection Agency has recalled a brand of creamy candies imported from China amid fears of melamine contamination.

The reaction in Ottawa's Chinatown was immediate.

Retailers there have pulled White Rabbit Creamy Candy from store shelves, a spokesman for the city's public health department said yesterday.

"Given the level of concern, we have visited the Chinese food stores in the Chinatown-area as well as other stores selling those kinds of products," said spokesman Andy Roach. Agency staff didn't find any candy being sold as of yesterday, he said.

He said most retailers had already removed the product and, in other cases, it had been recalled by suppliers.

The popular chewy confection is China's favourite candy and is exported to about 40 countries around the world.

The candies were removed from stores in Singapore and Hong Kong on Wednesday after tests showed some of the sweets had six times the legal limit of the industrial chemical melamine. Often used to make plastic, melamine can be fatal if consumed in large amounts.

Inspectors also checked for such things as Mr. Brown brand instant coffee from China, subject to a recall notice last Monday, but did not find any, Mr. Roach said.

Last Friday, Canada's Food Inspection Agency and Health Canada advised Canadians not to use baby formula originating in China.

"While this product is not approved for sale in Canada, it is possible that it could have been illegally imported to Canada and may be for sale in some stores that carry ethnic foods," the agencies said in a release.

Last Sunday, a Chinese-made dessert, Nissin Cha Cha Dessert, made using Yili Pure Milk, was placed on the recall list.

The inspection agency and Regent Long Marketing and Distribution Ltd. advised people not to consume the dessert, which was distributed in Ontario, Alberta and British Columbia.

There has not been a confirmed case of food tainted with melamine in Canada, inspection agency spokeswoman Monika Mazur said.

"I can't address anything that may be under investigation; however, as soon as there are concerns of a health risk, we issue advisories," she said.

Meanwhile, parents who have recently adopted a child from China may want to have them tested for kidney damage, according to the largest international adoption agency in Canada.

Sandra Forbes, executive director of the Children's Bridge in Ottawa, said the agency sent warning letters to adoptive parents following the tainted baby-formula scandal in China that has left at least four babies dead and more than 50,000 ill.

They recommended that Chinese children adopted between December 2007 and August 2008 be tested for kidney damage caused by melamine contained in the milk used to make baby food products.

About 300 children adopted through the agency across Canada potentially could be affected, Ms. Forbes said yesterday.

"We used our in-country contacts and connected with the folks at two child welfare institutes directly in China and were given the names of the formula and powders they were using, and they were not on the list of 22 banned products," she said.

So, families going to China soon to meet their children can be sure they are not affected, she added.

"For those families who came back more recently and may have been exposed to milk products between December '07 and August '08, we are recommending that they have some testing done, because there's no way that we (can) guarantee they weren't exposed."

The warning was issued as a result of parents calling to express their concerns about the melamine issue.

"You don't want people to panic," Ms. Forbes said. "If it were me, I'd maybe have my child tested anyway, but, from an agency viewpoint, we're sticking to what we know at this time."

On Sept. 12, in light of reports from China of melamine contaminated infant formula, the United States Food and Drug Authority issued an advisory to reassure the public that there was no known threat of contamination in infant formula manufactured by companies that sold such products in the country.

The advisory also warned members of Chinese communities in the United States that infant formula manufactured in China, possibly available for purchase at Asian markets, could pose a risk to infants.

So far, none apparently has been found in more than 1,000 inspections across the country.

The EU yesterday banned imports of dairy-based Chinese food products, including biscuits, sweets and chocolate amid a growing global health scare over contaminated milk from China. The European Commission placed new precautionary restrictions and tighter EU border checks on all Chinese food products entering Europe.

A commission spokesman said the measures would also place a ban on all products for infants and young children originating from China that contain any percentage of milk.

Friday » September
26 » 2008

Hacker quits school to avoid punishment

Student says he was just pointing out security flaws, but Carleton wants him to admit to offences

Brendan Kennedy

The Ottawa Citizen

Friday, September 26, 2008

OTTAWA - The Carleton University student who hacked into the electronic accounts of 32 students to expose the system's security flaws has decided to leave the school rather than accept its punishment, which was delivered in a private hearing yesterday.

Mansour Moufid, a 20-year-old second-year math student, sent a 16-page report to university administrators and students under the pseudonym "Kasper Holmberg" earlier this month, in which he showed that he had accessed the Campus Card accounts of 32 students.

Mr. Moufid could have accessed student e-mails, course registrations, library records and personal financial information, as well as any money students put on their cards. But he states in his report that he had done it to encourage the university to improve its security.

Mr. Moufid told the Citizen yesterday that he will not be returning to Carleton this year because the university is asking him to lie.

"They're asking me to say I did something I didn't do," he said.

In a two-page letter delivered to Mr. Moufid yesterday and obtained by the Citizen, the university's associate vice-president, Suzanne Blanchard, lists six sanctions imposed on Mr. Moufid for violating the school's Student Rights and Responsibilities Policy.

One of the six sanctions requires Mr. Moufid to write a letter of apology to the 32 students whose accounts he accessed, the university and the university community, and it stipulates that the letter must include "that you lied about alerting the university before distribution (of the report)."

Mr. Moufid said he mailed a copy of his technical report to Carleton's Information Privacy Officer and its information co-ordinator in mid-August, two weeks before he sent it to the affected students and campus media.

A spokesman for the university, Christopher Walters, refused to comment on Mr. Moufid's hearing, saying it was "a private university matter." No member of the university's administration was available for comment.

The other sanctions against Mr. Moufid include: paying \$608 for the cost of 32 new student cards; paying \$2,160 for the cost of extra security staff for the residence buildings "due to the unknown risk caused by the breach of the campus card system;" seven hours of community service per week at a food bank; completion of an ethics course; that Mr. Moufid allow the university to monitor all of his online activity through any Carleton University server for as long as he has access to those services, and that information may be shared among university officials; and that, if Mr. Moufid violates

the university's student policy again, he will be expelled.

The discipline does not include any academic penalty, suspension or expulsion.

The sanctions are prefaced by a note that states Mr. Moufid's actions put students at risk and that it was not his first offence.

Mr. Moufid said he was given a verbal warning by university administration last year when, as a first-year student living in residence, he created different IP addresses for his computer in order to access certain restricted websites and online resources.

Mr. Moufid said he would have been happy to comply with all of the sanctions and return to the university, except where the letter of apology required him to admit to lying to the university.

"The way they're treating me has really bothered me," he said, but also said that he was thankful he wasn't suspended or expelled.

"I wrote the report because I wanted people to know," he said. "Carleton has to know that there's a problem. Obviously they didn't know that certain things were possible with their system, and I thought students should also know because it directly concerns them."

In his statement of defence, Mr. Moufid writes that he "never had any intention to harm my fellow students or Carleton University in any way," and that his ultimate goal was to see security improved.

"To be clear: I did not create any security problem, but simply revealed it; I did not alter or destroy any data although I could have; I did not take any advantage of any student, either financially or otherwise, although I could have; I was acting in good faith, with the interests of the student body -- of which I am a part of -- in mind," reads a portion of his statement.

Mr. Moufid said that the system wasn't difficult to crack and that he first noticed its vulnerability last year, but didn't write the report until the summer.

The campus cards are used like debit cards throughout campus, and Mr. Moufid said he was able to easily crack the system by using a computer program that captured information when the cards were swiped.

He said he captured the information simply by running the program on the computers attached to the card-swipe machines.

The cards do not require students to enter a personal identification number (PIN.)

Mr. Moufid admitted that he probably could have done things differently to prove his point in a way that would have been more favourable to the university, but he added that he doesn't think they would have taken it seriously.

"To make them do something, you have to at least let them believe that it could be made public."

He said he followed the information security industry's standard practices of "responsible disclosure" or "full disclosure" by informing the university and the affected students of the security flaws and that he did not intend any maliciousness, adding that he is interested in pursuing a career in information security.

In addition to the university's discipline, Mr. Moufid was also charged under the Criminal Code with mischief to data and unauthorized use of a computer.

Both charges carry a maximum prison sentence of 10 years. He is scheduled to appear in court on Oct. 15.

Mr. Moufid said he was surprised by the severity of the charges.

"Ten years in prison? That's like the Mafia or something."

Mr. Moufid said he had decided to go back to his summer job in Mississauga, where he worked in a warehouse, and was planning to resume his studies at another university next September.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.